

Note de presse - CRAN - dimanche 15 mai 2022

Ce dimanche 15 mai, la CRAN s'est réunie pour réfléchir sur la situation du pays. Pendant plusieurs mois, la CRAN s'est réunie mais sans publier une parole publique. Dans une situation de trouble, il n'est pas facile de dire une parole sensée qui fait avancer les choses.

Mais, dans la situation actuelle, on ne peut plus se taire. Trop d'évènements se succèdent qui créent une situation qui est vraiment inacceptable, parce qu'elle détruit le fondement même de la vie sociale.

- **Le respect de la vie a disparu.** Les derniers évènements, la guerre entre Croix des Bouquets et Bitte Boyer, tout comme les nombreux massacres du passé (Croix Bossales, Martissant, Carrefour Feuilles, Cité Soleil, Bélair, etc.), les kidnappings en chaîne et les massacres perpétrés à la Plaine illustrent clairement. Où est-ce que ces jeunes ont appris à tuer et assassiner sans hésitation des gens comme eux ? Divers massacres ont préparé ce à quoi nous assistons aujourd'hui. Qu'est-ce qu'on peut prévoir dans l'avenir si rien n'est fait ?
- **Le respect des droits humains s'est perdu.** Le droit de vivre dans une maison ... on peut l'oublier. Le droit de vivre en sécurité ... n'existe plus. Le droit pour les enfants de se rendre à l'école sans crainte ... on peut l'oublier. Le droit pour se déplacer librement dans son propre pays ... on n'en parle plus.

Le règne de la terreur et de la peur s'installe de plus en plus. Où va le pays ? Ce pays a été témoin de beaucoup de choses, mais là où nous nous trouvons aujourd'hui, personne ne s'est imaginé qu'on pourrait en arriver là.

Où sont les autorités responsables qui ont le devoir de prendre la situation en main avec détermination ? La CRAN se pose la question : Où sont les autorités étatiques ? Elles ne voient pas ; elles ne se prononcent pas ; la population est délaissée à soi-même. Nous attendons des actions concrètes de la part des Autorités.

- L'Etat (à tout niveau, depuis la commune jusqu'à l'Etat central) **doit mobiliser toutes ses forces pour secourir aux victimes dans leurs besoins.** Il ne doit pas laisser les mères et enfants passer la nuit sur les places publiques, dans les marchés ou dans des écoles avec leurs enfants dont elles sont en charge.
L'Etat doit mobiliser toutes les ressources qui sont à sa disposition pour secourir à une population en détresse.
- **La police doit se mobiliser pour combattre ceux qui attaquent la population,** qui tuent, assassinent et pillent les maisons. Nous complimentons la police qui a déployé de grands efforts lors des derniers évènements à Bitte Boyer et Croix des Missions.
- **L'Etat qui nous dirige,** s'il est un état vrai, **doit élaborer un plan pour rétablir la sécurité dans le pays.** Trop de zones ne vivent plus dans la paix. Les citoyens et citoyennes se voient obligés de vivre stressés et dans la peur. Quelle autorité ou homme politique qui pourrait en tirer un avantage ? Quel candidat aux élections qui voudrait assoir sa victoire électorale sur la peur, l'illégalité, la violence et la criminalité ?
- L'Etat doit **contrôler les armes qui se trouvent sur le territoire haïtien ; il doit mettre un terme au trafic des armes.** Ceci est la responsabilité de l'Etat qui est en place. Il faut bien

terminer la tolérance envers ceux qui trafiquent armes et munitions pour alimenter la guerre dans les quartiers et s'assurer du contrôle des espaces.

- La lutte contre l'insécurité et le crime exige qu'il y ait **une Justice déterminée dans ses responsabilités**. Oui, vous, juges, greffiers et membres de l'appareil judiciaire, vous vous trouvez en première ligne dans la lutte contre l'insécurité et l'impunité, en partenariat avec la police qui est un auxiliaire de la justice. N'est-ce pas à cette fin que vous aviez décidé d'étudier la loi et le droit pour que le droit triomphe ?
- Finalement, **il faut la justice sociale dans le pays**. Chaque personne doit être en mesure de vivre avec dignité.

Même si nous apprécions les grands efforts de la police, nous ressentons un malaise en apprenant qu'il y aurait eu une alliance avec d'autres gangs qui luttent, eux même également, pour leur territoire, afin de rétablir la paix. Est-ce que les autorités étatiques, seraient-elles en train de gérer une guerre entre gangs dans les quartiers et peut être – plus tard – dans certaines communes du pays ? Dans ces conditions, l'avenir du pays ne semblerait pas clair.

La CRAN **condamne avec force les politiciens qui encouragent la division, la criminalité, le commerce des armes et de la mort dans le pays**, parce qu'ils espèrent un certain avantage en termes de pouvoir. La Justice devrait interpellé toute personne dont les noms sont cités dans ces circonstances.

La CRAN invite tout citoyen et citoyenne pour **mettre l'intérêt du pays avant les intérêts personnels**. Ne livrez pas le pays entre les mains de politiciens malhonnêtes. La population sait très bien quel politicien qui soutient quel gang dans quel quartier. Prenez note et empêchez-les de prendre le pouvoir.

La CRAN demande à la communauté internationale, et en particulier au CORE groupe, plus de sincérité et de transparence. Même si elle est là pour assurer les intérêts de leurs pays respectifs. Quel avantage pourraient-on tirer d'une Haïti livrée au brigandage, à la corruption et la violence ?

La CRAN le répète : le moment n'est pas propice pour la tenue d'élections dans le pays. La sécurité des citoyens et citoyennes est prioritaire.

Pour la CRAN / Pou CRAN an

M. Rateau Jean Ulrick, ASOKOPEG, cell. 3694 4450

Me Louicy Niclais, SOHARED, cell. 3714 0024

M. Pierre Yoldy Clermont, TKL Delmas

Me Chrisnel Dorsainvil, CREE, cell. 3727 4593

Mme Marie Josée Désir, Emmaus

Mme Lorna Telusma, Emmaus

M. Bellony Louis-Francois

Mme Merisier Jolinat, TKL Delmas

P. Jan Hanssens, cicm, coordonnateur, cell. 4084 3139